

CREDIT AGRICOLE S.A.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 3 FEVRIER 2026

Le Conseil d'administration s'est réuni le 3 février 2026 dans la salle du Conseil d'administration au siège de Crédit Agricole S.A. à Montrouge.

Présidence : M. Eric VIAL

Présents : M. Raphaël APPERT, Vice-Président, M. Franck ALEXANDRE, Mme Agnès AUDIER, M. Olivier AUFFRAY, Mme Sonia BONNET-BERNARD, M. Pierre CAMBEFORT, Mme Marie-Claire DAVEU (Teams), MM. Olivier DESPORTES, Jean-Pierre GAILLARD (Teams), Mmes Nicole GOURMELON, Marianne LAIGNEAU, MM. Christophe LESUR, Pascal LHEUREUX (Teams), Mmes Alessia MOSCA, Gaëlle REGNARD, M. Arnaud ROUSSEAU, Mme Carol SIROU, Mme Catherine UMBRICH, M. Eric WILSON, Administrateurs.

M. Olivier GAVALDA, Directeur général,

Mme Pascale BERGER et M. Richard LABORIE, censeurs,

M. Guillaume MAITRE, Représentant du Comité social et économique.

Mme Christine GANDON est absente et excusée.

Assistaient également à la réunion, M. Jérôme GRIVET, Directeur général délégué, Mme Véronique FAUJOUR, Secrétaire générale, et M. Eric LE CANN, Secrétaire de séance.

Ont également participé pour partie à la réunion, Mmes Clotilde L'ANGEVIN, Directrice générale adjointe en charge du pôle Finances et Pilotage, Valérie WANQUET, Directrice générale adjointe en charge du pôle Risques Groupe, Anne-Catherine ROPERS, Directrice des ressources humaines Groupe Crédit Agricole S.A., ainsi que les Commissaires aux Comptes, MM. Bara NAIJA et Hervé HELIAS.

La séance a débuté à 14h et a été levée à 17h55.

(.../...)

IV.1.2 Renouvellement des autorisations et délégations en matière d'émissions, de rachats ou d'échanges d'obligations et autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la société.

Mme Clotilde L'ANGEVIN rappelle que, conformément aux dispositions du code de commerce (article L.228-40), le Conseil d'administration a compétence (i) pour décider ou autoriser les émissions, par la Société, d'obligations ou autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société, et (ii) pour déléguer, aux personnes habilitées, les pouvoirs nécessaires pour réaliser de telles opérations et à en assurer la mise en œuvre, ces décisions, autorisations et délégations étant données pour une durée d'un an à compter de la date de la résolution y afférente. Par ailleurs, en application du règlement intérieur de la Société, le Conseil d'administration a également compétence pour décider ou autoriser les rachats ou les échanges et toutes autres opérations similaires d'obligations ou autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société.

Il est proposé au Conseil d'administration de renouveler, **pour une durée d'un an** à compter de la date du présent Conseil, l'**autorisation globale** de procéder à des émissions d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société, pour un **montant global de [REDACTED] d'euros** (ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères, sur la base du cours desdites devises aux jours des émissions considérées) comptenu des plans de refinancement marché et réseau budgétés pour 2026.

Il est proposé que ces émissions puissent être réalisées :

- Dans le cadre de différents programmes d'émissions obligataires (ci-après les « **Programmes** ») suivants :

-
-
-

[REDACTED]

-

- le programme d'émission obligataire en République Populaire de Chine (PANDA - en CNY), soumis à des approbations accordées par les autorités locales compétentes :

- une autorisation a été approuvée en mars 2024 pour une durée de deux ans avec un montant maximum d'émission de 10 milliards de Renminbi ;
- une autre autorisation va être demandée en 2026 avec un montant maximum d'émission de 20 milliards de Renminbi ;

-

[REDACTED]

[REDACTED]

•

Il est rappelé que, dans la limite des [REDACTED] d'euros précitée, le Conseil d'administration ne fixe aucun plafond d'encours annuel par Programme.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser les personnes exerçant les fonctions qui suivent à décider des émissions en France ou à l'étranger, par Crédit Agricole S.A. (y compris par l'intermédiaire de sa Succursale de Londres) d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société, dans le cadre des Programmes ou en dehors de ces Programmes, et d'en fixer l'ensemble des caractéristiques, selon les modalités détaillées dans l'annexe au présent procès-verbal :

- le Directeur général (à date, M. Olivier GAVALDA ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- le Directeur général délégué (à date, M. Jérôme GRIVET ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- la Directrice générale adjointe en charge du Pôle Finances et Pilotage (à date, Mme Clotilde L'ANGEVIN ou toute personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- le Directeur de Finances Groupe (à date M. Paul FOUBERT ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- le Responsable de la Trésorerie et du Refinancement Groupe Crédit Agricole (à date M. Olivier BELORGEY ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- le Trésorier Groupe Crédit Agricole et responsable du département Exécution Management (à date, M. Laurent COTE ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- le Responsable du Refinancement Moyen et Long Terme Groupe Crédit Agricole (à date, M. Aurélien HARFF, ou toute personne qui lui succèderait dans ces fonctions),
- le Responsable de la Succursale de Londres (à date, M. Adrien CASSANET ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions), et
- le Responsable du Refinancement moyen et long terme de la Succursale de Londres (à date, M. Duy TRAN ou toute autre personne qui lui succèderait dans ces fonctions).

Le Directeur général a, en outre, délégué, directement ou indirectement (par subdélégation), à l'ensemble de ces personnes (à l'exception du Directeur général délégué qui dispose déjà du pouvoir de représenter Crédit Agricole S.A. à l'égard des tiers) les pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, pour (i) représenter Crédit Agricole S.A. à l'égard des tiers dans le cadre de l'autorisation d'émissions dans le cadre des Programmes et en dehors de ces Programmes et (ii) mettre en œuvre ces autorisations d'émissions, notamment en signant la documentation, en soumettant tous les documents nécessaires aux différents organismes de notation et régulateurs compétents, au besoin, et de manière générale, obtenir les autorisations, procéder aux déclarations, et accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de l'autorisation d'émissions.

[REDACTED]

[REDACTED]

En conséquence, le Conseil approuve à l'unanimité le renouvellement des autorisations d'émissions, selon les termes et les conditions annexés au présent procès-verbal (annexe n°2).

(.../...)

Extrait certifié conforme à l'original le 4 février 2026*, signé de manière électronique, conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code civil par l'intermédiaire du prestataire de services DocuSign.

La Secrétaire Générale

DocuSigned by:
Véronique Faujour
B14F96AE38354FB...

Véronique FAUJOUR

**sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration du Procès-verbal de sa séance du 3 février 2026 qui lui sera soumise lors de sa prochaine séance.*

Annexe n° 2 - détail du renouvellement des autorisations d'émission

AUTORISATIONS ET DELEGATIONS EN MATIERE D'EMISSIONS, DE RACHATS OU D'ECHANGES D'OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES D'UN DROIT DE CREANCE SUR LA SOCIETE

Considérant que :

- conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, le pouvoir de décider ou d'autoriser l'émission d'obligations revient au Conseil d'Administration de la Société, sauf si les statuts de la Société réservent ce pouvoir à l'Assemblée Générale ou si celle-ci décide de l'exercer ; et
- les statuts de la Société ne contiennent pas de clauses réservant à l'Assemblée Générale le pouvoir de décider ou d'autoriser l'émission des obligations.

Le Conseil d'Administration, agissant conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, autorise Crédit Agricole S.A. (« **Crédit Agricole S.A.** » ou la « **Société** ») à émettre, à compter de ce jour, et dans la limite d'un montant nominal maximum de **[REDACTED]** d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères, sur la base du cours desdites devises aux jours des utilisations considérées, des obligations ou toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société :

- a) dans le cadre de programmes d'émissions obligataires de Crédit Agricole S.A., en euros et en devises étrangères, à savoir :

[REDACTED]

- (v) le programme d'émission obligataire (CNY) soumis au droit de la République Populaire de Chine (ci-après le « **Programme PANDA** ») ; et

(vi)

[REDACTED]

(ci-après dénommés, ensemble ou séparément, le ou les « **Programmes** »), et

[REDACTED]

EN CONSEQUENCE :

A - le Conseil d'Administration, dans la limite des[REDACTED] **euros précitée (ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères, sur la base du cours desdites devises aux jours des utilisations considérées) :**

- a) Sur les émissions d'obligations ou de toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société dans le cadre des Programmes, en Euros ou en devises étrangères - délégation de pouvoirs :
- 1) autorise la mise en œuvre par Crédit Agricole S.A., agissant, le cas échéant, à travers sa Succursale de Londres :

[REDACTED]

- (v) du Programme PANDA, soumis à une approbation en cours de demande auprès des autorités locales compétentes :
- a. une autorisation a été approuvée en mars 2024 pour une durée de deux ans avec un montant maximum d'émission de 10 milliards de Renminbi ;
 - b. une autre autorisation va être demandée en 2026 avec un montant maximum d'émission de 20 milliards de Renminbi.

[REDACTED]

- 2) dans la limite globale des [REDACTED] euros précitée, ne fixe aucun plafond d'encours annuel par Programme. ;
- 3) autorise le Directeur Général et, en accord avec le Directeur Général participant à la présente réunion du Conseil :

- le Directeur Général Délégué,
- la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Finances et Pilotage,
- le Directeur de Finances Groupe,
- le Responsable de la Trésorerie et du Refinancement Groupe Crédit Agricole,
- le Trésorier Groupe Crédit Agricole et Responsable du département Exécution Management,
- le Responsable du Refinancement Moyen et Long Terme Groupe Crédit Agricole,
- le Responsable de la Succursale de Londres, et
- le Responsable du Refinancement Moyen et Long Terme de la Succursale de Londres,

avec faculté d'agir ensemble ou séparément, (i) à procéder à l'émission, en France ou à l'étranger, par Crédit Agricole S.A. (y compris par l'intermédiaire de sa Succursale de Londres), d'obligations ou de toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société, dans le cadre de chacun des Programmes et selon les termes qui y sont définis, en Euros ou en devises étrangères, quelque soit la forme de l'offre, et en demandant ou non l'admission aux négociations sur un marché réglementé, (ii) à décider de et à procéder à la substitution d'obligations ou de toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société émises dans le cadre des Programmes ou à la variation de leurs termes, (iii) à procéder à l'exercice de tout droit prévu par les termes et conditions de toutes obligations ou toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société émises dans le cadre des Programmes, ainsi qu'à l'optimisation de leur coût par l'utilisation de couvertures éventuelles, en fonction des possibilités des marchés de capitaux, et (iv) à arrêter définitivement toutes les conditions de toutes obligations ou toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société émises dans le cadre des Programmes, et en particulier, dans le cadre de chacun des Programmes, sans que cette liste ne soit limitative :

- ❖ leurs montants, leurs valeurs nominales, leurs devises et leurs prix d'émission ;
- ❖ leurs durées, leurs modalités de rachat et de remboursement, le cas échéant, par anticipation ;
- ❖ leurs taux d'intérêt applicables et toutes modalités relatives au calcul et au paiement de ces intérêts ou toute autre modalité de rémunération qui y sont attachée, le cas échéant ;
- ❖ leurs dates d'émission, ainsi que toutes les autres conditions qui y sont relatives ; et
- ❖ leur caractère subordonné ou non subordonné :
 - en cas d'émission d'obligations ou de toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société ayant un caractère subordonné, leur rang de subordination dans le respect, notamment, des dispositions des articles L.228-97 du Code de commerce et L.613-30-3 I 5° du Code monétaire et financier, le cas échéant ; et
 - le statut et la qualification des obligations ou de toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société conformément aux dispositions des lois et règlements applicables, et notamment le caractère sénior préféré au sens de l'article L.613-30-3 I 3° du Code monétaire et financier ou senior non préféré au sens des articles L.613-30-3 I 4° et R.613-28 du Code monétaire et financier.

Dans le cas où des warrants, bons ou autres instruments seraient émis conjointement à des obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société émises dans le cadre des Programmes, leurs principaux termes et conditions devront être précisés dans la décision d'émission, sous la forme d'une annexe à cette décision paraphée par le signataire de la décision d'émission ;

- 4) prend acte que le Directeur Général, participant à la présente réunion du Conseil, donne pouvoir :
- à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Finances et Pilotage,
 - au Directeur de Finances Groupe,

- au Responsable de la Trésorerie et du Refinancement Groupe Crédit Agricole,
- au Trésorier Groupe Crédit Agricole et Responsable du département Exécution Management,
- au Responsable du Refinancement Moyen et Long Terme Groupe Crédit Agricole,
- au Responsable de la Succursale de Londres, et
- au Responsable du Refinancement Moyen et Long Terme de la Succursale de Londres,

avec faculté d'agir ensemble ou séparément, avec faculté de subdélégation, pour représenter Crédit Agricole S.A. à l'égard des tiers pour les besoins de la présente autorisation et notamment :

- ❖ signer la documentation relative aux Programmes eux-mêmes ainsi qu'aux émissions y afférentes dont ils pourront permettre la réalisation et, notamment, sans limitation, le prospectus de base, ses suppléments, la note d'opération, le contrat de souscription, les conditions définitives, les contrats avec les tiers intervenant dans le cadre des Programmes et des émissions y afférentes ou tout autre document nécessaire à la mise en œuvre de ces Programmes ;
- ❖ soumettre tous les documents nécessaires (i) aux agences ou organismes de notation habilités et (ii) aux régulateurs compétents si nécessaire ; et
- ❖ obtenir toutes autorisations, faire toutes déclarations (notamment auprès des autorités, marchés, dépositaires ou organismes de compensation compétents), accomplir toutes formalités, publier et signer tous documents ou certificats, souscrire tous engagements et passer tous actes et conventions sous quelque forme que ce soit, substituer, élire domicile et, généralement, faire le nécessaire pour permettre la mise en œuvre de la présente autorisation.

Les titres matérialisant le cas échéant les obligations ou toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance sur la Société émises dans le cadre des Programmes, sous forme de note globale ou permanente, titres définitifs ou certificats nominatifs ou autres s'il y a lieu, seront revêtus de la signature manuscrite, électronique ou en fac-similé de l'un des mandataires habilités à cet effet par le Conseil d'Administration et/ou le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué. Cette signature sera réputée valable même si ce mandataire a quitté ses fonctions à la date de règlement des obligations ou de toutes autres valeurs mobilières représentatives d'un droit de créance émises dans le cadre du Programme correspondant.

Il sera rendu compte au Conseil d'Administration de chaque émission effectuée dans le cadre de chacun des Programmes (en ce compris les montants d'encours, par Programme) au minimum une fois par trimestre ou à intervalles plus réguliers si le Conseil d'Administration en fait la demande.

Conformément à la loi, cette autorisation est valable pour une période d'une année à compter du jour de la présente décision.

La présente autorisation se substitue à, et en conséquence, met fin à et remplace (i) l'autorisation conférée par le Conseil d'Administration au travers de sa résolution du 4 février 2025 et (ii) l'autorisation conférée par le Conseil d'Administration au travers de sa résolution du 30 juillet 2025. Toutefois, l'ensemble des émissions dont la réalisation a déjà été décidée à la date de la présente décision seront valablement réalisées et considérées comme définitivement imputées sur l'autorisation en date du 4 février 2025 et/ou l'autorisation en date du 30 juillet 2025, selon le cas.

[REDACTED]

[FREE TRANSLATION]

CREDIT AGRICOLE S.A.

EXTRACT of the MINUTES OF THE MEETING

OF THE BOARD OF DIRECTORS

OF 3 FEBRUARY 2026

The Board of Directors met on 3 February 2026 in the Boardroom at the Headquarters of Crédit Agricole S.A. in Montrouge.

Chairman : Mr. Eric VIAL

Present : Mr. Raphaël APPERT, Deputy Chairman, Mr. Franck ALEXANDRE, Ms. Agnès AUDIER, Mr. Olivier AUFFRAY, Ms. Sonia BONNET-BERNARD, Mr. Pierre CAMBEFORT, Ms. Marie-Claire DAVEU (via Teams), Mr. Olivier DESPORTES, Mr. Jean-Pierre GAILLARD (via Teams), Ms. Nicole GOURMELON, Ms. Marianne LAIGNEAU, Mr. Christophe LESUR, Mr. Pascal LHEUREUX (via Teams), Ms. Alessia MOSCA, Ms. Gaëlle REGNARD, Mr. Arnaud ROUSSEAU, Ms. Carol SIROU, Ms. Catherine UMBRICHT, Mr. Eric WILSON, Directors.

Mr. Olivier GAVALDA, Chief Executive Officer,

Ms. Pascale BERGER and Mr. Richard LABORIE, Censors,

Mr. Guillaume MAITRE, Representative of the Works Council

Ms. Christine GANDON was absent and excused.

Also, in attendance at the meeting were Mr. Jérôme GRIVET, Deputy Chief Executive Officer, Ms. Véronique FAUJOUR, General Secretary, and Mr. Eric LE CANN, Secretary of the meeting session.

Also participated in part of the meeting, Ms. Clotilde L'ANGEVIN, Deputy Chief Executive Officer in charge of the Finance and Steering Division, Ms. Valérie WANQUET, Deputy Chief Executive Officer in charge of the Group Risk Division, Ms. Anne-Catherine ROPERS, Group Human Resources Director of Crédit Agricole S.A., as well as the Statutory Auditors, Mr. Bara NAIJA and Mr. Hervé HELIAS.

The meeting commenced at 2:00 p.m. and was adjourned at 5:55 p.m.

(.../...)

IV.1.2 Renewal of authorizations and delegations regarding issuances, buybacks or exchanges of bonds and other securities representing a right of credit against the company

Ms. Clotilde L'ANGEVIN recalls that, in accordance with the provisions of the Commercial Code (article L.228-40), the Board of Directors has authority (i) to decide or authorize issuances by the Company of bonds or other securities representing a right of credit against the Company, and (ii) to delegate to authorized persons the necessary powers to carry out such operations and ensure their implementation. These decisions, authorizations and delegations are granted for a period of one year from the date of the related resolution. Furthermore, in application of the Company's internal regulations, the Board of Directors also has authority to decide or authorize buybacks or exchanges and all other similar operations on bonds or other securities representing a right of credit against the Company.

It is proposed to the Board of Directors to renew, **for a period of one year** from the date of this Board meeting, **the global authorization** to proceed with issuances of bonds or other securities representing a right of credit against the Company, **for a total amount of [REDACTED] euros** (or the equivalent of this amount in foreign currencies, based on the exchange rates on the days of the issuances considered), taking into account the market and network refinancing plans budgeted for 2026.

It is proposed that these issuances may be carried out:

- **Within the framework of the following different bond issuance programs (hereinafter the “Programs”):**

-
-
-

[REDACTED]

-

- The bond issuance program in the People's Republic of China (PANDA – in CNY), subject to approvals granted by the competent local authorities:
 - An authorization was approved in March 2024 for a period of two years with a maximum issuance amount of 10 billion Renminbi;
 - Another authorization will be requested in 2026 with a maximum issuance amount of 20 billion Renminbi;

-

[REDACTED]

- [REDACTED]

It is recalled that, within the limit of the aforementioned [REDACTED] euros, the Board of Directors sets no annual outstanding limit per Program.

In this context, it is proposed to authorize the persons holding the following positions to decide on issuances in France or abroad, by Crédit Agricole S.A. (including through its London Branch) of bonds or other securities representing a right of credit against the Company, within the framework of the Programs or outside these Programs, and to set all their characteristics, according to the detailed procedures in the annex to this minutes:

- The Chief Executive Officer (currently M. Olivier GAVALDA or any other person who would succeed him in these functions),
- The Deputy Chief Executive Officer (currently M. Jérôme GRIVET or any other person who would succeed him in these functions),
- The Deputy Chief Executive Officer in charge of the Finance and Steering Division (currently Ms. Clotilde L'ANGEVIN or any person who would succeed her in these functions),
- The Group Finance Director (currently M. Paul FOUBERT or any other person who would succeed him in these functions),
- The Head of Group Treasury and Refinancing for Crédit Agricole (currently M. Olivier BELORGEY or any other person who would succeed him in these functions),
- The Group Treasurer for Crédit Agricole and Head of the Execution Management Department (currently M. Laurent COTE or any other person who would succeed him in these functions),
- The Head of Medium and Long-Term Refinancing for Group Crédit Agricole (currently M. Aurélien HARFF, or any person who would succeed him in these functions),
- The Head of the London Branch (currently M. Adrien CASSANET or any other person who would succeed him in these functions), and
- The Head of Medium and Long-Term Refinancing of the London Branch (currently M. Duy TRAN or any other person who would succeed him in these functions).

The Chief Executive Officer has furthermore delegated, directly or indirectly (by sub-delegation), to all of these persons (with the exception of the Deputy Chief Executive Officer who already has the power to represent Crédit Agricole S.A. to third parties) the necessary powers, with the ability to sub-delegate, to (i) represent Crédit Agricole S.A. to third parties within the framework of the authorization for issuances within the Programs and outside these Programs and (ii) implement these issuance authorizations, in particular by signing the documentation, submitting all necessary documents to the various competent rating agencies and regulators, if necessary, and generally obtaining authorizations, making declarations, and accomplishing all formalities necessary for the implementation of the issuance authorization.

[REDACTED]

[REDACTED]

Consequently, the Board unanimously approves the renewal of issuance authorizations, according to the terms and conditions attached to these minutes (annex no. 2).

(.../...)

Extract certified as a true copy of the original on February 4, 2026*, signed electronically, in accordance with the provisions of articles 1366 and following of the Civil Code through the DocuSign service provider.

The General Secretary

[signature]

Véronique FAUJOUR

**Subject to the approval by the Board of Administration of the Minutes of its meeting of February 3, 2026 which will be submitted to it at its next meeting.*

Annex 2 – details of renewal of emission authorizations

AUTHORIZATIONS AND DELEGATIONS REGARDING ISSUANCES, BUYBACKS OR EXCHANGES OF BONDS AND OTHER SECURITIES REPRESENTING A RIGHT OF CLAIM ON THE COMPANY

Whereas:

- Pursuant to Article L.228-40 of the French Commercial Code, the power to decide or authorize the issuance of bonds is vested in the Board of Directors of the Company, unless the Company's articles of association reserve this power to the General Meeting or unless the General Meeting decides to exercise it; and
- The Company's articles of association do not contain any provisions reserving to the General Meeting the power to decide or authorize the issuance of bonds.

The Board of Directors, acting in accordance with Article L.228-40 of the French Commercial Code, authorizes Crédit Agricole S.A. ("**Crédit Agricole S.A.**" or the "**Company**") to issue, effective immediately, and up to a maximum nominal amount of [REDACTED] euros or the equivalent of such amount in foreign currencies, based on the exchange rates on the dates of utilization, bonds or any other securities representing a right of claim on the Company:

- a) Within the framework of Crédit Agricole S.A.'s bond issuance programs, in euros and foreign currencies, namely:

[REDACTED]

- (v) The bond issuance program (CNY) under the laws of the People's Republic of China (hereinafter the "**PANDA Program**"); and

(vi)

[REDACTED]

(hereinafter collectively or separately referred to as the "**Program(s)**"), and

[REDACTED]

[REDACTED]

IN CONSEQUENCE:

A - The Board of Directors, within the limit of the [REDACTED] euros mentioned above (or the equivalent of such amount in foreign currencies, based on the exchange rates on the dates of utilization):

a) On the issuance of bonds or any other securities representing a right of claim on the Company within the framework of the Programs, in Euros or foreign currencies – delegation of powers:

- 1) Authorizes the implementation by Crédit Agricole S.A., acting, where applicable, through its London Branch:

[REDACTED]

- (v) Of the PANDA Program, subject to ongoing approval from competent local authorities:
 - a. An authorization was approved in March 2024 for a period of two years with a maximum issuance amount of 10 billion Renminbi;
 - b. Another authorization will be requested in 2026 with a maximum issuance amount of 20 billion Renminbi.

[REDACTED]

- 2) Within the overall limit of the [REDACTED] euros mentioned above, sets no annual outstanding limit per Program.
- 3) Authorizes the Chief Executive Officer and, in agreement with the Chief Executive Officer attending this Board meeting:
 - The Deputy Chief Executive Officer,
 - The Deputy Chief Executive Officer in charge of the Finance and Steering Division,
 - The Group Finance Director,
 - The Head of Group Treasury and Refinancing,
 - The Group Treasurer and Head of Execution Management Department,
 - The Head of Medium and Long-Term Refinancing for the Group,
 - The Head of the London Branch, and
 - The Head of Medium and Long-Term Refinancing for the London Branch,

with the ability to act jointly or separately, (i) to proceed with the issuance, in France or abroad, by Crédit Agricole S.A. (including through its London Branch), of bonds or any other securities representing a right of claim on the Company, within the framework of each of the Programs and according to the terms defined therein, in Euros or foreign currencies, regardless of the form of the offer, and whether or not seeking admission to trading on a regulated market, (ii)

to decide on and proceed with the substitution of bonds or any other securities representing a right of claim on the Company issued within the framework of the Programs or the modification of their terms, (iii) to exercise any rights provided for in the terms and conditions of any bonds or any other securities representing a right of claim on the Company issued within the framework of the Programs, as well as to optimize their cost through the use of any hedging instruments, depending on capital market opportunities, and (iv) to definitively set all the conditions of any bonds or any other securities representing a right of claim on the Company issued within the framework of the Programs, and in particular, within the framework of each of the Programs, without this list being exhaustive:

- ❖ Their amounts, nominal values, currencies and issuance prices;
- ❖ Their maturities, their buyback and redemption terms, where applicable, including early redemption;
- ❖ Their applicable interest rates and all terms relating to the calculation and payment of such interest or any other remuneration attached thereto, where applicable;
- ❖ Their issuance dates, as well as all other related conditions; and
- ❖ Their subordinated or non-subordinated nature:
 - In the case of issuance of bonds or any other securities representing a right of claim on the Company having a subordinated nature, their subordination rank in compliance, in particular, with the provisions of Articles L.228-97 of the French Commercial Code and L.613-30-3 I 5° of the French Monetary and Financial Code, where applicable; and
 - The status and qualification of the bonds or any other securities representing a right of claim on the Company in accordance with the provisions of applicable laws and regulations, and in particular the senior preferred status within the meaning of Article L.613-30-3 I 3° of the French Monetary and Financial Code or senior non-preferred status within the meaning of Articles L.613-30-3 I 4° and R.613-28 of the French Monetary and Financial Code.

In the event that warrants, certificates or other instruments are issued jointly with bonds or other securities representing a right of claim on the Company issued within the framework of the Programs, their principal terms and conditions must be specified in the issuance decision, in the form of an annex to this decision initialed by the signatory of the issuance decision.

- 4) Takes note that the Chief Executive Officer, attending this Board meeting, grants power:
- To the Deputy Chief Executive Officer in charge of the Finance and Steering Division,
 - To the Group Finance Director,
 - To the Head of Group Treasury and Refinancing,
 - To the Group Treasurer and Head of Execution Management Department,
 - To the Head of Medium and Long-Term Refinancing for the Group,
 - To the Head of the London Branch, and
 - To the Head of Medium and Long-Term Refinancing for the London Branch,

with the ability to act jointly or separately, with the ability to sub-delegate, to represent Crédit Agricole S.A. to third parties for the purposes of this authorization and in particular:

- ❖ To sign the documentation relating to the Programs themselves as well as to the issuances thereunder which they may permit to be carried out and, in particular, without limitation, the base prospectus, its supplements, the transaction note, the subscription agreement, the final terms, the agreements with third parties intervening in the framework of the Programs and the issuances thereunder or any other document necessary for the implementation of these Programs;
- ❖ To submit all necessary documents (i) to rating agencies or authorized rating organizations and (ii) to competent regulators if necessary; and
- ❖ To obtain all authorizations, make all declarations (in particular to the competent authorities, markets, depositaries or clearing organizations), accomplish all formalities, publish and sign all documents or certificates, enter into all commitments and execute all acts and agreements in any form whatsoever, substitute, elect domicile and, generally, do what is necessary to permit the implementation of this authorization.

The securities materializing, where applicable, the bonds or any other securities representing a right of claim on the Company issued within the framework of the Programs, in the form of a global or permanent note, definitive securities or registered certificates or others where applicable, shall be signed with the handwritten, electronic or facsimile signature of one of the representatives authorized to do so by the Board of Directors and/or the Chief Executive Officer or the Deputy Chief Executive Officer. This signature shall be deemed valid even if such representative has left office on the date of settlement of the bonds or any other securities representing a right of claim on the Company issued within the framework of the corresponding Program.

The Board of Directors shall be informed of each issuance carried out within the framework of each of the Programs (including outstanding amounts per Program) at least once per quarter or at more regular intervals if the Board of Directors so requests.

In accordance with the law, this authorization is valid for a period of one year from the date of this decision.

This authorization replaces and, as a consequence, terminates and supersedes (i) the authorization granted by the Board of Directors through its resolution of February 4, 2025 and (ii) the authorization granted by the Board of Directors through its resolution of July 30, 2025. However, all issuances whose implementation has already been decided as of the date of this decision shall be validly carried out and considered as definitively charged against the authorization dated February 4, 2025 and/or the authorization dated July 30, 2025, as applicable.

[REDACTED]

法国农业信贷银行

董事会会议

会议记录摘要

2026年2月3日

董事会于2026年2月3日在位于蒙鲁日的法国农业信贷银行总部会议室召开会议。

* * *

董事会主席: Eric VIAL 先生

出席: 董事会副主席: Raphaël APPERT 先生

董事: Franck ALEXANDRE 先生, Agnès AUDIER 女士, Olivier AUFFRAY 先生, Sonia BONNET-BERNARD 女士, Pierre CAMBEFORT 先生, Marie-Claire DAVEU 女士 (通过 Teams 出席), Olivier DESPORTES 先生, Jean-Pierre GAILLARD 先生 (通过 Teams 出席), Nicole GOURMELON 女士, Marianne LAIGNEAU 女士, Christophe LESUR 先生, Pascal LHEUREUX 先生 (通过 Teams 出席), Alessia MOSCA 女士, Gaëlle REGNARD 女士, Arnaud ROUSSEAU 先生, Carol SIROU 女士, Catherine UMBRIGHT 女士, Eric WILSON 先生

首席执行官: Olivier GAVALDA 先生

监事: Pascal BERGER 女士及 Richard LABORIE 先生

职工委员会代表: Guillaume MAITRE 先生

Christine GANDON 女士缺席并请假。

* * *

下列人员同样列席会议: 副首席执行官 Jérôme GRIVET 先生; 秘书长 Véronique FAUJOUR 女士; 以及会议秘书 Eric LECANN 先生。

下列人员参与了部分会议: 负责财务和指导部门的副首席执行官 Clotilde L'ANGEVIN 女士; 负责集团风险部门的副首席执行官 Valérie WANQUET 女士; 法国农业信贷银行的集团人力资源总监 Anne-Catherine ROPERS 女士; 以及法定审计师 Bara NAIJA 先生和 Hervé HELIAS 先生。

本次会议于下午 2 时开始, 下午 5 时 55 分结束。

(...)/(...)

4.1.2 公司债券和其他代表对公司债权之证券的发行、回购或交换的授权和委托之续期

Clotilde L'ANGEVIN女士说明，根据《法国商法典》第L.228-40条，董事会有权（1）决定或授权公司发行债券及其他代表对公司债权之证券；及（2）向授权人员委托开展前述业务所需各项权限，并保障相关事宜落地执行。前述各项决议、许可及授权有效期自对应决议作出之日起一年。此外，依据公司内部管理制度，董事会亦有权决定或授权开展债券或其他代表对公司债权之证券的回购、交换及其他同类相关交易。

提请董事会审议，自本次董事会会议召开之日起为**期一年**，续期发行公司债券及其他代表对公司债权之证券的**整体授权**，授权发行**总额度为■■■■■欧元**（或按实际发行当日汇率换算的等值外币），该等额度系结合2026年度市场及业务网络再融资预算规划而确定。

上述证券发行可按以下方式实施：

- 作为下列债券发行项目（以下统称“项目”）的一部分：
 - ■■■■
 - 中华人民共和国境内债券发行项目（熊猫债，以人民币计价），发行须取得当地主管监管部门批准：
 - 2024年3月已获有效期为两年的发行批准，最高发行规模100亿元人民币；
 - 2026年将另行申请发行批准，拟定最高发行规模200亿元人民币；
 - ■■■■
- ■■■■

提请注意，在前述■■■■■欧元总额度范围内，董事会不对各发行项目设定年度未偿还余额限额。

据此，拟提请授权下述任职人员，依照本次董事会会议纪要附件所列具体流程，决定法国农业信贷银行（含其伦敦分行）在境内外、于既定发行项目框架内及项目外，发行公司债券及其他代表对本公司债权之证券，并确定该等证券全部发行条款：

- 法国农业信贷集团首席执行官（现任：Olivier GAVALDA先生，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷集团副首席执行官（现任：Jérôme GRIVET先生，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷集团负责财务和指导部门的副首席执行官（现任：Clotilde L'ANGEVIN女士，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷集团财务负责人（现任：Paul FOUBERT先生，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷集团财务与资金部门主管（现任：Olivier BELORGEY先生，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷集团司库及执行管理部门主管（现任：Laurent COTE先生，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷集团中长期资金部门主管（现任：Aurélien HARFF先生，或后续接任该职务人员），
- 法国农业信贷银行伦敦分行经理（现任：Adrien CASSANET先生，或后续接任该职务

人员)，以及

- 法国农业信贷银行伦敦分行中长期资金部门主管（现任：Duy TRAN先生，或后续接任该职务人员）。

首席执行官已直接或通过转授权间接向上述全体人员授予必要权限（本身已具备对外代表公司权限的副首席执行官除外），且该等人员可进一步转授权，具体权限包括：（1）在项目项下及项目外证券发行授权范围内，对外代表法国农业信贷银行；及（2）落实各项发行授权事宜，包括签署相关文件、视需向各专业评级机构及监管机构提交必备材料、办理审批报备、完成信息申报及履行发行落地所需全部法定流程。



据此，董事会一致同意按照本次会议纪要附件二所载条款及条件，续期发行相关授权。

(...)(...)

本摘要于2026年2月4日*经核验确与正本一致，依据《法国民法典》第1366条及后续相关条款规定，通过DocuSign服务平台完成电子签署

秘书长

[签名]

Véronique FAUJOUR

*2026年2月3日的会议记录受限于管理委员会批准，其将在下次会议上提交至管理委员会。

附件二 — 发行授权续期详情

有关公司债券和其他代表对公司债权之证券的发行、回购或交换的授权和委托

鉴于：

- 根据《法国商法典》第 L.228-40 条，决定或授权发行债券的权力属于公司董事会，除非公司章程将该等权力保留至股东大会或股东大会决定行使该等权力；
- 公司章程并没有包含将决定或授权发行债券的权力保留至股东大会的条款；

根据《法国商法典》第 L.228-40 条，董事会授权法国农业信贷银行（以下简称“公司”）从即日起发行债券或任何其他代表对公司债权之证券，票面金额不超过■■■■■欧元或按实际交易当日汇率换算的等值外币：

(a) 作为下列以欧元或其他货币计价的法国农业信贷银行债券发行项目的一部分：

■■■■■

(v) 中华人民共和国法律下的债券发行项目(CNY)(以下简称“熊猫债发行项目”),
以及

(vi) ■■■■■

以下分别或统称“项目”；以及

■■■■■

因此：

A. 在上述■■■■■欧元（或按授权行使日的汇率换算的其他等值外币）的限额内，董事会：

(a) 就在项目项下并以欧元或其他货币发行的债券或其他代表对公司债权之证券 - 授权如下：

1) 授权法国农业信贷银行（通过其伦敦分行行事，视情况而定）可以执行：

■■■■■

(v) 熊猫债发行项目，需持续获得地方主管部门批准：

- a. 2024 年 3 月已获有效期为两年的发行批准，最高发行规模 100 亿元人民币；
- b. 拟于 2026 年另行申请发行批准，最高发行规模 200 亿元人民币。

■■■■■

2) 在上述■■■■■欧元总额度范围内，各项目不设年度未清偿余额上限。

3) 授权首席执行官，并经出席本次董事会的首席执行官同意，授权以下人员行使相关权限：

- 副首席执行官，
- 法国农业信贷集团负责财务和指导部门的副首席执行官，

- 法国农业信贷集团财务负责人，
- 法国农业信贷集团财务与资金部门主管，
- 法国农业信贷集团司库及执行管理部门主管，
- 法国农业信贷集团中长期资金部门主管，
- 法国农业信贷银行伦敦分行经理，及
- 法国农业信贷银行伦敦分行中长期资金部门主管。

有权共同或分别采取行动，（1）在法国境内或境外通过任何发行方式发行法国农业信贷银行（包括通过其伦敦分行）在每一项目项下的债券或任何其他代表对公司债权之证券（无论其是否在受监管或未受监管的证券交易所上市），（2）决定并实施在上述发行项目项下已发行债券或任何其他代表对公司债权之证券的交换、或其条款的修改，（3）行使在上述发行项目项下已发行债券或任何其他代表对公司债权之证券的条款与条件中规定的任何权利、根据资本市场条件采取任何对冲操作以优化相关成本，以及（4）决定在上述发行项目项下已发行债券或任何其他代表对公司债权之证券的最终条款，对于每一项目而言，尤其是（但不限于）：

- 其金额、面值、货币与发行价格；
- 其期限、回购条款以及提前赎回条款（如适用）；
- 其适用的利率及与该等利息或任何其他相关收益（如适用）的计算与支付有关的全部条款；
- 其发行日以及与之相关的任何其他条款；
- 其次级或非次级性质：
 - 具有次级性质的公司债券或其他代表对公司债权之证券，其根据《法国商法典》第 L.228-97 条以及《法国货币金融法典》第 L.613-30-3I5 条所确定的次级顺序（如适用）；及
 - 根据所适用法律法规的规定确定公司债券或其他代表对公司债权之证券的性质与资格，尤其是《法国货币和金融法典》第 L.613-30-3I3 条定义的高级优先性质，或《法国货币和金融法典》第 L.613-30-3I4 条定义的高级非优先性质。

如果任何认股权证、票据或其他工具将与公司的债券或其他代表对公司债权之证券在项目项下一同发行，其主要条款和条件应当在相关发行决定中以附件的形式详细列明，并由该等决定的签署者签署。

4) 提请注意，出席本次会议的首席执行官授权：

- 法国农业信贷集团负责财务和指导部门的副首席执行官，
- 法国农业信贷集团财务负责人，
- 法国农业信贷集团财务与资金部门主管，

- 法国农业信贷集团司库及执行管理部门主管，
- 法国农业信贷集团中长期资金部门主管，
- 法国农业信贷银行伦敦分行经理，及
- 法国农业信贷银行伦敦分行中长期资金部门主管，

有权共同或分别采取行动，代表法国农业信贷银行或通过转授权以代表法国农业信贷银行面向第三方：

- 签署有关项目本身的文件以及相关的发行文件，尤其是（但不限于）基础募集说明书（即 *base prospectus*）、其补充文件、发行说明、认购协议、最终条款、在项目框架及相关发行内与任何第三方签署的任何协议或实施项目所需的任何其他协议；
- 向以下机构提交所有必要文件：（1）评级机构或授权评级组织，以及（2）有权监管机构（如需）；
- 获得所有授权、作出任何声明（包括与有关监管机构、市场、托管机构或清算所）、履行所有手续、公布并签署所有文件或证明、作出所有承诺、执行任何形式的行动和协议、安排替换、选择所在地，以及采取所有一般必要措施以执行本次授权。

在每一项目下，作为公司所发行债券或其他代表对公司债权之证券的载体的任何文件（包括全球或永久性票据、最终证券、注册证书或其他适用形式）将附上董事会和/或首席执行官或副首席执行官为此目的所授权代表以手写、电子或传真的方式签署。即使该授权代表在相关项目下所发行债券或其他代表对公司债权之证券的缴款日已离职，该等签名仍被视为有效。

董事会应至少在每季度或经其要求更频繁的期间内被告知每一项目项下的每一发行（包括每一项目的未偿还余额）。

根据法律规定，本授权有效期为自本决定之日起一年。

本授权替代并因此废止和替换（1）董事会于2025年2月4日董事会会议所作出的授权以及（2）董事会于2025年7月30日董事会会议所作出的授权。然而，所有于本决定之日已经决定实施的发行应得到有效完成，并应被视为最终分配在2025年2月4日的授权下和/或2025年7月30日的授权下（视情况而定）。

